



PREMIER MINISTRE

ÉLYSÉE-VERTRAG TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE

50 JAHRE
ANS



Éditorial

L'Institut s'inscrit dans la commémoration du 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée avec l'invitation faite à Stéphane Beemelmans, secrétaire d'État au ministère de la Défense de la République fédérale d'Allemagne.

Dans le cadre des "Grands témoins" de l'IHEDN, le 12 décembre 2012, Monsieur Stéphane Beemelmans a exposé sa vision de l'histoire et de l'avenir du partenariat franco-allemand en matière de sécurité. Ce partenariat, servi par la profondeur des échanges entre responsables politiques mais aussi entre officiers (ceux formés chaque année à Saint-Cyr et à la Führungsakademie de Hambourg) et armées sur le terrain, se porte beaucoup mieux qu'on ne le dit et moins bien qu'il pourrait l'être. Mais les perspectives, tant politiques qu'industrielles, sont solides.

Le 14 janvier 2013, le général de corps d'armée Jean-Marc Duquesne, directeur de l'Institut et le professeur Jacques-Pierre Gougeon, historien et germaniste, ont prononcé une conférence en allemand à la BAKS, Bundesakademie für Sicherheitspolitik, à Berlin, institution homologue et partenaire de l'IHEDN sur les perspectives de la coopération franco-allemande.

"Les grands témoins"

Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

Paris

12 décembre 2012



"Le passé et l'avenir du partenariat de sécurité franco-allemand"

Stéphane Beemelmans

Secrétaire d'État au ministère de la Défense de la République fédérale d'Allemagne

Je me félicite de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de m'adresser à vous dans le cadre des cérémonies du 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée. Je remercie vivement l'IHEDN de me permettre ainsi d'intervenir devant un public de choix et de partager avec vous mes réflexions sur les relations franco-allemandes dans le domaine de la politique de sécurité et de défense.

Les anniversaires à chiffre rond sont depuis toujours une occasion bienvenue de fêter, mais ils donnent aussi l'opportunité de prendre du recul et de dresser un bilan critique.

N'attendez pas de moi aujourd'hui de pure rhétorique sur le thème du jubilé. Je vais plutôt saisir cette chance pour définir notre position actuelle de manière pragmatique. À cet égard, ma biographie franco-allemande me sera d'un précieux concours. Connaître les deux nationalités et les spécificités culturelles (voire même les particularités) est, je crois, une condition essentielle à une évaluation équilibrée.

Je ne dévoile aucun secret en avouant que les relations franco-allemandes étaient, par

le passé, source d'un enthousiasme probablement plus grand que de nos jours. Ce constat vaut aussi et notamment pour le domaine de la politique de sécurité et de défense. Pourtant – et je regrette que ceci soit peut-être un secret –, je suis convaincu que ces relations sont bien meilleures que leur réputation.

La confiance que le moteur franco-allemand serait en mesure d'élever l'ensemble de l'Union européenne à une nouvelle échelle de la sécurité et de l'intégration grâce à une avancée courageuse de la coopération dans le domaine de la sécurité, a, pour une large partie, fait place à une "politique du possible" plutôt sobre.

De même, il est arrivé par le passé que s'installe la déception sinon l'irritation à l'égard de l'autre Nation, notamment quand des préoccupations politiques considérées par l'une comme importantes ne suscitaient pas l'intérêt attendu de l'autre ou quand l'exercice légitime des intérêts nationaux dans le pays partenaire avait été trop facilement pris pour une tentative de s'arroger des avantages aux dépens de l'autre Nation.

À présent, nous devons nous poser la question suivante : pourquoi les choses sont-elles aujourd'hui telles qu'elles sont et qu'attendons-nous de fait d'un partenariat franco-allemand ? Car seulement quand nous aurons validé le sens et l'objectif de ce partenariat, nous pourrons décider des voies possibles pour y parvenir ensemble.

Le partenariat de sécurité franco-allemand : les origines et la manière d'y parvenir

Vous connaissez tous les raisons qui, après des siècles de rivalité hostile entre pays voisins, ont conduit à un rapprochement et une amitié entre la France et l'Allemagne, amitié que nous fêtons l'an prochain dans le cadre du 50^e anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée.

La Seconde Guerre mondiale et la guerre froide ont été les deux événements majeurs qui ont permis à nos deux Nations – finalement en peu de temps au regard de l'Histoire – de passer de l'hostilité à l'amitié.

Certes, il a fallu des visions pour y arriver, comme celles du grand Européen que fut Robert Schumann. Il les a exprimées dans sa célèbre déclaration du 9 novembre 1950 en ces termes : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des Nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. »

Toutefois, nous devons aujourd'hui nous rappeler que les motifs et contextes à l'origine de cette évolution en Allemagne et en France ont été bien différents.

La guerre froide avec sa bipolarité clairement définie entre l'Ouest et le pacte de Varsovie nous confrontait à un ennemi commun à l'Est. Cette constellation – aussi étrange que cela puisse nous apparaître aujourd'hui – nous offrait, pour les deux côtés, une sécurité certes dangereuse mais où l'inimaginable était pourtant calculable (capacité de surextermination des arsenaux nucléaires).

L'Allemagne était clairement dominée par une orientation pro-occidentale et menait, quant aux dossiers de sécurité en dehors des frontières allemandes, une politique de paix en observant une réserve auto-imposée. Elle devait conserver cette conduite jusqu'à l'effondrement du rideau de fer.

L'action de la France, par contre, avait toujours été déterminée par une image identitaire se déclinant en termes d'indépendance nationale et en sa volonté, héritée de son passé colonial, de mener une politique étrangère volontariste, pour ne pas dire interventionniste.

C'est pourquoi l'entente franco-allemande devait et doit être toujours comprise comme étant également un moyen de faire valoir pacifiquement les intérêts nationaux respectifs des deux pays.

Tandis que Paris craignait que la République fédérale, en dépit de son ancrage à l'Ouest,

se laisse entraîner dans le sillage de l'Union soviétique, Bonn redoutait une politique de détente de la France au détriment de l'Allemagne.

Mais il y a eu encore d'autres motivations sur le plan de la politique extérieure et intérieure qui ont conduit à l'étroite coopération des deux pays. Ainsi, l'objectif de la France était d'extraire la République fédérale de la sphère d'influence des États-Unis. La France cherchait à renforcer son propre rôle au sein de l'Europe et à assurer son rang particulier de "grande Nation" dans le monde et en Europe. Bonn, de son côté, visait par le biais d'une coopération complexe, à consolider son rattachement aux structures occidentales et à se faire reconnaître comme acteur fiable sur la scène internationale. À l'époque, la République fédérale était dépendante, à parts égales, des bonnes relations qu'elle entretenait et avec la France et avec les États-Unis.

L'intérêt commun s'est toujours nourri et se nourrit encore des intérêts propres à chacune de nos deux Nations. On peut ainsi dire que l'intérêt commun résulte de l'addition des intérêts de chacun ou en représente le commun dénominateur. N'y a-t-il là rien de plus naturel ?

Je vous rappelle aujourd'hui ces raisons qui expliquent le "pourquoi" du partenariat franco-allemand, car elles influencent, de nos jours encore, les schémas de décision actuels des deux États.

Les dernières cinquante années, le partenariat franco-allemand a été marqué par beaucoup de hauts et aussi quelques bas. Quelques déterminants initiaux, comme la menace du communisme, ont disparu, d'autres par contre, comme la politique dans le cadre de l'Union européenne et actuellement la crise de la monnaie commune ont gagné en importance.

Analysées rétrospectivement, nos réflexions étaient dans certains domaines, même plus avancées que nous ne pouvons l'imaginer aujourd'hui. En effet, l'étroite coopération envisagée dans le domaine de la politique de défense, consignée dans le traité relatif à la Communauté européenne de Défense signé en 1952, prévoyait déjà un transfert de compétences comme il nous est difficile de l'imaginer aujourd'hui dans le cadre du *Pooling and Sharing* de nos ressources.

Pourtant, il y a des succès incontestables qui trouvent leur fondement dans le Traité de l'Élysée et qui ont conduit, en dernière conséquence, à une coopération militaire entre nos deux États, unique à ce jour par le niveau de confiance et de rapprochement atteint. Une de ses expressions les plus visibles est la brigade franco-allemande dont le principe de binationalité traduit jusque dans ses structures internes ne connaît pas de pareil au plan international. Moins visible peut-être, mais tout aussi capitale est la coopération au niveau des écoles d'officiers ou écoles de guerre.

Mais à quoi nous servent aujourd'hui tous ces acquis issus d'un partenariat de cinquante années ? Les fondements de ce partenariat résisteront-ils aux enjeux du futur ? Le partenariat franco-allemand est-il éventuellement comparable à un "vieux couple" déjà conscient de la durée limitée de son existence terrestre ?

Nous ne trouverons pas les réponses en scrutant le passé, ce sont les contextes et enjeux d'aujourd'hui et de demain qui nous conduiront aux réponses.

Le partenariat de sécurité franco-allemand d'aujourd'hui et de demain

Si l'on met en exergue les nombreux enjeux et incertitudes sécuritaires auxquels tant la France que l'Allemagne sont confrontées, les remarques suivantes s'imposent d'elles-mêmes : les raisons nous incitant plus qu'hier à coopérer, à harmoniser nos stratégies et à mutualiser nos capacités militaires sont aujourd'hui plus nombreuses que jamais.

La mondialisation qui ne cesse de s'étendre affecte sans exception chaque pays et chaque société du monde. L'Allemagne et la France sont confrontées ici à des enjeux sécuritaires similaires pour nos sociétés ouvertes et démocratiques.

Les climats d'instabilité et les conflits peuvent impacter notre sécurité tant directement qu'indirectement, et ce indépendamment du lieu où ils sont générés.

La naissance de nouveaux sanctuaires terroristes, par exemple l'Afghanistan, la Somalie ou actuellement le Mali, peut apparaître à beaucoup d'entre vous comme le résultat le plus marquant de cette évolution vers la déstabilisation de régions entières. Du fait de son passé colonial, la France est, dans ce cas précis, beaucoup plus directement concernée dans ses intérêts que l'Allemagne.

À ces situations d'instabilité et à ces conflits viennent s'ajouter d'autres risques sécuritaires qui exigeront à l'avenir des partenaires européens en général, mais de l'Allemagne et de la France en particulier, l'élargissement de leur coopération. Les défis en jeu sont notamment : la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la sécurisation des voies commerciales dans le monde entier et le maintien de l'accès aux matières premières et aux sources d'énergie, l'importance stratégique croissante de la sécurisation des réseaux informatiques transnationaux et des infrastructures critiques, l'utilisation de l'espace ainsi que l'intégration des puissances émergentes dans la politique internationale.

À ces lignes de développement plutôt exogènes s'ajoutent des défis que je caractériserais, pour raccourcir, d'endémiques, défis auxquels nous devons faire face sur le plan de notre capacité d'action dans les domaines de la sécurité et de la défense. Je pense en premier lieu aux problèmes liés à la grave crise financière et aux dettes qui touchent actuellement un grand nombre d'États euro-

péens et qui risquent d'affecter l'Europe toute entière. Ils représentent une catégorie de défis à part impliquant indiscutablement aussi la politique sécuritaire. Les conséquences d'ordre politique et économique, de même que les répercussions auxquelles il faut s'attendre et qui sont déjà en partie prévisibles sur les budgets de défense des États européens en font partie.

Les menaces que je viens de nommer sont également au centre d'une coopération intense entre nos deux États, que ce soit entre les chefs d'État et les chefs de gouvernement ou entre les ministres des Finances dans la crise de l'euro ou encore entre les ministres de l'Intérieur dans le domaine du terrorisme international ou de la cybersécurité. Il s'agit bien, là aussi, de coopération sécuritaire.

Vu l'ampleur de ces enjeux, il est indéniable qu'un pays seul ne peut pas parvenir à défendre ses intérêts sécuritaires avec le succès qu'il est en droit d'escompter.

Malgré tous les progrès indiscutables de coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense dont je ne manquerai de vous parler un peu plus loin, l'Allemagne et la France poursuivent néanmoins en partie leurs propres approches sécuritaires, toujours en référence à leur histoire et à leur culture politique.

L'engagement de l'Otan en Libye illustre bien ce fait. Le récent rapport Védrine sur le retour complet de la France dans le com-

mandement intégré de l'Otan a en effet mis en évidence les positions divergentes dans ses déclarations indéniablement trop critiques à propos du rôle de l'Allemagne dans la politique sécuritaire.

La réserve critiquée de l'Allemagne quant à l'emploi de moyens militaires et le reproche de faire figure de "cantoniste incertain" peut encore se comprendre du point de vue français. Mais du point de vue allemand, on est passé des opérations purement humanitaires réalisées jusque dans les années 1990 au rôle d'une Nation-cadre dans l'engagement en Afghanistan : le saut est colossal. Il ne s'agit pas d'aspirer à un rapport d'une égalité complète entre la France et l'Allemagne – par contre, les différences ne doivent en aucun cas devenir sources de méfiance ou de rivalité.

En ces temps de menaces mondialisées et de risques partagés, il est absolument crucial que nos visions et approches stratégiques s'inscrivent dans une démarche de concertation et d'harmonisation toujours plus étroite.

Un bilan critique du partenariat franco-allemand se doit aussi d'évaluer les enjeux dans le domaine de l'armement.

Dans le contexte actuel de la crise de l'euro et de ses répercussions économiques, l'Europe en général va devoir faire face à des enjeux énormes. En effet, les restrictions budgétaires des États font que la marge de manœuvre en termes de ressources finan-

cières indispensables aux investissements et aux modernisations ne cesse de diminuer. Malheureusement, la thèse souvent avancée que les restrictions budgétaires nationales aient systématiquement un effet accélérateur sur la coopération internationale dans le domaine de l'armement n'est encore souvent que belle théorie, même si de plus en plus souvent les ministres la partagent, les appareils ministériels n'en sont pas informés ou pas convaincus.

Je suis profondément convaincu que seules l'harmonisation de notre perception des menaces et la concentration rigoureuse sur les enjeux sécuritaires que j'ai nommés au début constituent une plate-forme probante à la recherche d'une coopération approfondie portée par la confiance.

Il nous faut d'abord bien comprendre et accepter que l'imposition de nos intérêts nationaux ne pourra réussir dans un contexte mondialisé que s'ils s'inscrivent dans une démarche commune. Dans un second temps, un changement en profondeur de la dynamique de coopération pourra avoir lieu.

Portons la chose à l'extrême : les historiens qui ne sont pas encore nés aujourd'hui et qui, dans un futur lointain, essaieront de poser un regard analytique sur le "siècle pacifique", nous jugeront sur le fait que nous serons parvenus ou non à surmonter nos égoïsmes parfois mesquins afin de garantir notre continuité dans un monde dans lequel les États européens se voyaient courir le

danger de tomber dans une marginalisation démographique, politique, militaire et économique.

Dans ce contexte, constatons tout simplement et sans vouloir donner de leçon que l'échec des négociations sur la fusion de l'EADS et de BAE met en évidence, entre autres, la complexité de la mise en œuvre d'une politique européenne d'armement.

La fusion envisagée aurait donné naissance à un groupe qui aurait été le plus grand du monde dans le domaine aéronautique et spatial ainsi que dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Les répercussions sur le paysage européen et mondial tant de l'industrie aéronautique et spatiale que de la marine et des systèmes terrestres auraient eu une portée significative sur la politique industrielle tout comme sur la politique sécuritaire.

Par contre, il serait certainement devenu plus difficile de défendre nos positions de négociation face à un géant regroupant EADS et BAE et ayant pratiquement le monopole en Europe. Les questions d'influence étatiques ou privées – sont souvent liés aux rapports de force escomptés, attendus ou craints !

Et pour terminer sur ce point et vous faire part de ma conviction profonde en citant Descartes : nous devrions, en partant de cet exemple, engager, avec l'un ou l'autre des acteurs concernés, dans ce projet de fusion un réel Discours de la méthode.

La coopération franco-allemande ou multinationale conduite dans les cinquante dernières années de l'armement est jalonnée de nombreux exemples. Qu'il s'agisse de l'avion de transport commun, le Transall, dans les années 60, des hélicoptères du type Tigre ou NH 90 ou de l'A400 M, tous ces programmes communs se rejoignent sur un point : leurs produits ont été ou sont mis trop tard sur le marché, avec un prix beaucoup plus élevé que celui initialement prévu et, en raison de certaines spécificités nationales, en accusant souvent une compatibilité réduite laquelle entrave la formation, l'emploi ou la maintenance en multinational.

Et pourtant, nous avons entrepris très tôt les bonnes démarches structurelles pour favoriser des programmes de coopération en matière d'armement, non seulement entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec d'autres partenaires européens.

C'est dans cette même logique qu'à partir de la fin des années 1980, les projets, alors majoritairement bilatéraux, étaient conçus de manière à rester ouverts à d'autres États partenaires et ont souvent été complétés par des initiatives multilatérales.

Je pense ici notamment à la création, en 1989, d'Occar, l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement, à l'harmonisation de la base européenne de l'industrie de défense et du marché européen de l'armement ainsi qu'à la création de l'Agence européenne de la Défense.

Mais avoir des structures communes ne suffit pas. En effet, les différences qui continuent de subsister du fait d'intérêts divergents en politique sécuritaire et industrielle rendront à terme la coopération plus difficile dans certains secteurs ; des relances par la manifestation décidée et réitérée de notre volonté politique seront de ce fait à prévoir.

La politique allemande, qui sous-tend l'argument que c'est nécessairement aux entreprises industrielles elles-mêmes d'assumer la consolidation de l'industrie de défense et que cette dernière peut seulement se faire sur la base d'un juste équilibre des intérêts, ne peut pas être amenée en adéquation, du jour au lendemain, avec la conception traditionnelle de la France laquelle prône une intervention significative de l'État, lui-même propriétaire d'entreprises dans le secteur de l'armement.

Ici aussi, il convient de jeter une fois encore un regard scrutateur sur le passé : en 1996 déjà, le "concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense" définissait les objectifs suivants :

« L'Europe doit disposer d'une base industrielle et technologique de défense compétitive. [...] La constitution d'une telle base industrielle, la réduction des surcapacités existantes et la création d'une réelle complémentarité industrielle et technologique entre les pays partenaires doivent s'appuyer sur des projets de coopération concrets. [...] Pour les matériels développés en coopération, il faut renoncer dans toute la mesure du possible à des variantes nationales ».

Ceci prouve que depuis longtemps, les jalons conceptuels sont posés pour nous permettre une réorientation de notre manière de penser. Il s'agit maintenant de mettre en pratique cette idée et de lui donner corps également dans le quotidien politique.

Après ce bilan du partenariat de sécurité franco-allemand, il reste encore à nous interroger sur les questions de l'objectif et de la manière d'y parvenir.

En termes de politique sécuritaire, la capacité à juguler des crises avant qu'elles ne développent leur potentiel destructeur est entravée au sein de l'Union européenne et, par la même, du partenariat franco-allemand par des schémas d'action essentiellement réactifs et qui manquent souvent de coordination. Dans ce contexte, il est, selon moi, indispensable que nos deux pays coordonnent plus que par le passé les nombreux instruments dont ils disposent en matière de politique de sécurité. Ceci commence par l'harmonisation des évaluations de menace respectives et s'étend, à mes yeux, bien au-delà des options du *Pooling et du Sharing* de capacités et de ressources en matière sécuritaire qui animent le débat aujourd'hui.

Je suis profondément convaincu qu'en matière de sécurité, seule une démarche déterminée de l'Allemagne et de la France, en tant que partenaires égaux, permettra à l'Europe dans son ensemble, malgré des marges de manœuvre de plus en plus réduites et la raréfaction des ressources, de peser de tout son poids dans la poli-

tique internationale – que son action soit d'ordre diplomatique, politique et, en dernier recours, militaire.

À mon avis, il est absolument indispensable de relancer nos efforts en matière de développement d'une vision stratégique commune pour définir les objectifs que l'Allemagne et la France se proposent d'atteindre dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne. De nouveaux efforts sont entrepris à l'heure actuelle, avec un premier séminaire franco-allemand à l'échelon des ministères des Affaires étrangères et de la Défense à Chantilly au début de cette année, suivi d'un second séminaire près de Berlin hier et aujourd'hui.

Une base commune pourrait par exemple constituer l'élaboration d'un "Livre blanc européen".

Sur la base de ces objectifs communs en matière de politique de sécurité, nous devons aussi porter une évaluation critique sur les activités du *Pooling and Sharing*. Même si, du point de vue allemand, cette initiative portant sur des projets communs concrets est tout à fait prometteuse, les mesures entreprises à ce jour ne vont pas assez loin.

À l'avenir, quels seront les domaines d'activité dans lesquels l'Union européenne devra jouer un rôle sur le long terme et de quel ordre seront les capacités que nous entendons mettre en œuvre pour contenir les menaces et risques qui se profilent à

l'horizon ? Nous sommes redevables, à nous-mêmes mais aussi à nos citoyennes et citoyens, d'une réponse concrète à l'une ou à l'autre de ces questions pressantes.

Dans le domaine de l'armement, nous avons également besoin d'un changement de paradigme, car en persistant à nous cantonner dans des schémas de pensée purement nationaux, nous continuerons non seulement à gaspiller nos ressources, mais courrons également, à moyen et long terme, le risque de perdre d'importants savoir-faire dans le secteur de la Défense.

C'est exactement pour cette raison même que l'Allemagne et la France ont signé récemment une "Déclaration d'intention" destinée à relancer la coopération militaire.

Elle a pour but de renforcer de manière ciblée le dialogue dans les secteurs suivants : les drones Male, l'espace, les systèmes terrestres, les hélicoptères, la défense antiaérienne et antimissile et l'homologation d'aéronefs militaires ; l'objectif est certes de promouvoir la coopération bilatérale, mais aussi de faire de la coopération franco-allemande, plus que jamais, la cheville ouvrière du secteur de l'armement européen.

Tout est mis en œuvre pour que les premiers résultats de cette initiative de coopération puissent être proclamés déjà à l'occasion des cérémonies du 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée avec pour objectif d'impulser des projets concrets dans une perspective à long terme allant au-delà de l'an 2020.

Aujourd'hui déjà, il est possible d'évaluer les besoins qui se feront sentir en Europe en matière de régénération ou dans le cadre d'un éventail élargi de capacités pour tel ou tel système d'armes dans les années à venir. Saisissons la chance qui nous est donnée ici et réfléchissons en temps opportun à des solutions communes.

Comme vous pouvez le voir, le point de départ de mes considérations sur la coopération s'inscrit dans une conception commune des besoins capacitaires et ne s'exprime pas en termes de rentabilité industrielle.

Même si la redynamisation des initiatives de coopération franco-allemande est en bonne voie, ne perdons toutefois pas de vue la chose suivante : dans la recherche de l'avantage tactique – et financier – national, les deux côtés doivent en tout premier lieu réellement souhaiter les bénéfiques stratégiques du compromis atteint.

J'ai la ferme conviction qu'il est préférable d'accepter activement la perte inexorable de souveraineté nationale et de capacité d'action autonome et de développer conjointement avec un ou plusieurs alliés étroits les capacités requises, plutôt que de ne pas en disposer du tout au niveau national ou d'en disposer seulement dans un cadre extrêmement restreint.

L'Allemagne et la France ont montré par le passé que ceci était possible dans certains secteurs. À mon sens, il n'existe pas d'autre voie à suivre par l'Europe pour participer au façonnement du monde de demain.

Dans ce contexte, je considère également comme important que nous redéveloppons une vision stratégique commune permettant à l'Allemagne et à la France de se fixer des objectifs à atteindre dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne. Quoi que ce soit, nous avons le choix d'être forts ensemble ou faibles séparément !

Toutes et tous, nous pouvons être reconnaissants des cinquante dernières années d'échanges partenariaux entre nos deux Nations en Europe. Ces cinquante ans d'existence du Traité de l'Élysée sont une raison de se réjouir, mais ils exhortent en même temps à la relance du tandem franco-allemand et à un renforcement de la coopération européenne. Depuis 1963, tant de liens se sont

tissés entre nos deux Nations et en Europe que, malgré quelques remarques critiques, je regarde l'avenir avec optimisme. Et pour revenir à la coopération dans le domaine de la formation des officiers : tout quinquagénaire que soit le couple, il est encore capable d'engendrer de fiers et jeunes officiers.

Je partage en ce point expressément l'opinion du général de Gaulle qui, sur le thème de la coopération entre les Nations en Europe, a déclaré :

« Il n'y a pas d'État si grand, si puissant qu'il soit, qui puisse se passer des autres. Dès lors, il n'y a pas de politique possible sans coopération. »

Je vous remercie de votre attention.



FORUM SCHÖNHAUSER

Bundesakademie für Sicherheitspolitik (BAKS)

Berlin

14 janvier 2013

Prof. Dr. Jacques-Pierre Gougeon

Forschungsdirektor am Institut für internationale und strategische Beziehungen
(Institut des Relations Internationales et Stratégiques, IRIS)

Zunächst bedanke ich mich für die Einladung, hier heute Abend vor Ihnen, bei Ihnen sprechen zu dürfen.

Mit einigen Vorbemerkungen möchte ich bei diesem Vortrag anfangen, die den Rahmen des Vortrages und danach der zukünftigen Diskussion umreißen können.

Zunächst möchte ich an einen historischen Tatbestand erinnern, den wir oft aus den Augen verlieren, weil er so weit zurückliegt. Die beiden Sphären auf den beiden Seiten des Rheins, d. h. das heutige Frankreich und das heutige Deutschland, haben sehr lange, das vergisst man oft, einen einzigen politischen und kulturellen Raum gebildet, und erst Ende des 10., Anfang des 11. Jahrhunderts, sind daraus zwei verschiedene Einheiten geworden, und zwar im Zusammenhang mit der langsamen Entstehung eines national orientierten Zusammengehörigkeitsgefühls. Mit anderen Worten heißt es, um mit dem Historiker Carl-Richard Brühl zu sprechen: "Wer an Deutschland denkt, muss gleichzeitig an Frankreich denken. Und dies gilt umgekehrt."

Das zweite Element, worauf ich eingehen möchte, sind die neuesten Umfrageergebnisse über den Stand der deutsch-französischen Beziehungen. Ich will nur zwei erwähnen, die aber meines Erachtens aussagenwert sind. Zunächst eine Untersuchung, neu vor einer Woche von ARTE und Radio France durchgeführt, und in dieser Untersuchung steht, ich zitiere: "Für 88 % der Franzosen bleibt die deutsch-französische Beziehung eine privilegierte Beziehung. Für 89 % der Deutschen gilt dasselbe gegenüber Frankreich."

Zweites Ergebnis aus derselben Untersuchung: 81 % der Deutschen vertreten die Ansicht, Deutschland und Frankreich müssen nach wie vor an der Spitze der europäischen Entwicklung stehen, der europäischen Integration. In Frankreich sind das weniger, aber immerhin 55 %."

Und das ist ein Ergebnis, das man auch in einer anderen Untersuchung kurz vor Weihnachten, im Oktober vorfinden kann. Also ich will nicht darauf eingehen, aber das zeigt auch, dass trotz Euro-Krise, trotz Spannungen werden die deutsch-französischen Beziehungen in beiden Ländern hoch eingeschätzt und als Nährboden für die Weiterentwicklung Europas betrachtet. Dieses bildet einen Grundsockel, wenn man so will,

der deutsch-französischen Beziehungen, von dem nicht abzurücken ist. Das muss man wissen und sogar in Betracht ziehen.

Das dritte Element, mit dem ich mich beschäftigen möchte, ist der Elysee-Vertrag, dessen 50. Jahrestag wir in der nächsten Woche feiern werden, vor allem hier in Berlin, aber nicht nur in Berlin, in ganz Europa und auch außerhalb Europas. Einige Botschafter haben mir gesagt, sogar in Tunesien oder in anderen Ländern wird das zelebriert. Das ist nicht unbedeutend.

Warum ich kurz auf diesen Vertrag eingehen möchte, leuchtet einfach ein. Die Bedingung der Entstehung und der Inhalt dieses Vertrages sagen sehr viel über den heutigen Stand der deutsch-französischen Beziehungen aus.

Zunächst, und daran möchte ich erinnern, ist der Elysee-Vertrag das Ergebnis einer Bekehrung eines Mannes, nämlich Charles de Gaulle, der ursprünglich sich eher negativ über Deutschland ausgedrückt hat in einer Erklärung aus dem Jahre 1948 – es tut mir leid, aber ich bin von Beruf aus Historiker – sagte er: "Ich warne unsere Regierung davor, das Reich, davon sprach er, zu unterschätzen. Es darf nie wieder in Europa ein solches Deutsches Reich entstehen." Zehn Jahre später, nämlich in seinem ersten intimen Treffen mit Adenauer in Colombey-Deux-Églises am 14. September ganz genau spricht er das Thema Europa an und in dieser Erklärung, in diesem Gespräch sagt er, wir müssen beide jetzt die Gegensätze

zwischen unseren beiden Ländern überwinden und daraus endlich mal ein europäisches Projekt aufbauen. Das bedeutet auch, dass man in der deutsch-französischen Beziehung immer großen Wert auf den Staatspräsidenten [legt], de Gaulle wird wie Sie wissen ab 1958 Staatspräsident werden und wird der deutsch-französischen Beziehungen wirklich einen großen Wert beimessen. Und Adenauer wird selbst Initiativen ergreifen. Das bedeutet, dass dieses Ehepaar der Exekutive für die deutsch-französischen Beziehungen bis heute eine zentrale Rolle spielt. Dazu kommt, und das möchte ich hier erwähnen, natürlich das Thema Europa.

Die deutsch-französischen Beziehung ist nach wie vor in den europäischen Kontext eingebettet und das war von Anfang an der Fall.

Adenauer sagt in einem Interview am 15. September 1949, dass für ihn enge deutsch-französische Beziehungen der Anfang eines neuen Europas sind und dass man auf einer Versöhnungsarbeit zwischen beiden Ländern etwas Neues bauen kann. Das war seine Vorstellung, und für die beiden Staatsmänner war auch ein Ereignis wichtig. Nämlich die Suez-Krise. Denn beide haben erlebt, de Gaulle war zwar nicht an der Macht, aber ständig Beobachter, wie man weiß. Sie haben eingesehen, dass Europa gegenüber anderen Mächten, man denke natürlich damals an die USA, ohnmächtig war. Und sie haben sich gedacht, dass ohne ein neues Europa, ohne ein starkes Europa mit Grundlage Deutschland und Frankreich

keine europäische Identität, nicht nur im Bereich der Verteidigung, aber vor allem im Bereich der Verteidigung, möglich war. Das heißt also, das hat dazu geführt, dass aus der Krise Lehren gezogen wurden, dass ohne enge Zusammenarbeit Deutschlands und Frankreichs nichts möglich war. Und noch interessant, im Jahr vor der Unterzeichnung des Elysee-Vertrages haben die beiden versucht, die so genannte politische Union in Europa zu gründen. Das hat man damals den Fouchet-Plan genannt. Wie Sie wissen, ist das nie zustande gekommen. Es gab Widerstände, es gab Hindernisse. Ich will nicht darauf zurückkommen, uns fehlt die Zeit. Aber eins ist sicher, sie haben, die beiden de Gaulle und Adenauer, auch aus dieser Niederlage Lehren gezogen und aus dieser Niederlage haben sie etwas Positives gemacht. Nämlich eine deutsch-französische Achse, wie man das damals nannte, herausgebildet. Und ich könnte auch einen Brief von de Gaulle an Adenauer zitieren vom 15. Juli 1962 in dem feststeht, wir haben es nicht geschafft, aus dieser Unbeweglichkeit Europas einen neuen Kurs einzuschlagen. Jetzt müssen wir beide und unsere beiden Länder Solidarität zwischen uns, zwischen unseren Völkern herstellen. Nur daraus kann eine politische Union tatsächlich entstehen. Wichtig ist auch der Inhalt dieses Vertrages, weil die Tatsache, dass dieser Vertrag etwas ganz Neues eingeführt hat, nämlich regelmäßige Treffen zwischen den Vertretern der Exekutive. Wie Sie wissen, das gilt bis heute noch, müssen der Staatspräsident und der Bundeskanzler mindestens – das kann ein bisschen mehr sein – zweimal

im Jahr zusammenkommen. Diese regelmäßigen Treffen, die noch öfter stattfinden, gelten auch für Verteidigungsminister und für viele andere Minister. Was bedeutet das?

Die beiden wollten die Bedeutung der deutsch-französischen Beziehungen fest verankern, aber vor allem galt, diese Beziehung ist so wichtig, dass sie überparteiisch ist. Egal wer in dem jeweiligen Land an der Macht ist, diese Treffen müssen stattfinden. Und das ist bis heute noch ein wichtiger Faktor in den deutsch-französischen Beziehungen.

Es gibt keine Parteinahme in den deutsch-französischen Beziehungen. Egal wer die Wahl gewinnt, es muss diese Zusammenarbeit geben. Das ist eine Regulierung der deutsch-französischen Beziehungen, die noch heute eine Rolle spielt.

Interessant ist noch bei diesem Elysee-Vertrag, dass man ansehen musste, dass die deutsch-französischen Beziehungen eigentlich eine Dreierbeziehung ist. Weil der Bundestag damals diesen Vertrag angenommen hat mit der Bedingung, dass es eine Präambel gibt. Und in dieser Präambel steht, wie Sie wissen, dass durch diesen Vertrag die Zusammenarbeit mit den USA nicht gestört werden darf, dass die Verankerung Deutschlands, damals der Bundesrepublik, innerhalb der NATO ein fester Anker bleiben muss und, das vergisst man oft, dass auch die Beziehung zu Großbritannien seitens der Bundesrepublik nicht gestört werden darf. Das bedeutet also, sobald die beiden Länder

näher kommen, ein dritter Staat auch Interesse daran hat, das genau zu beobachten, nämlich die USA. Und das bleibt, natürlich ist das heute angestrengt, aber das bleibt auch eine Komponente der deutsch-französischen Beziehungen heute noch.

Und ein letzter Faktor hat mich bei der Untersuchung dieses Elysee-Vertrages interessiert. Nämlich es gehört eigentlich zu den Mythen der deutsch-französischen Beziehungen, denn es wird immer ständig behauptet, es habe in diesem Jahr alles angefangen. Es stimmt einfach nicht. Der Elysee-Vertrag ist ein Katalysator gewesen, sicher ja... Viel früher haben andere Leute, und zwar nicht Staatsmänner sondern Bürgermeister, Professoren also Persönlichkeiten aus dem Zivilleben haben versucht, eine Ankurbelung der deutsch-französischen Beziehungen nach Ende des Krieges voranzutreiben.

Das bedeutet, das wird auch eingängig gezeigt, das bedeutet auch, dass in den deutsch-französischen Beziehungen nicht nur die Institutionen eine Rolle spielen, sondern die zivilen Gesellschaften. Und das wird wie Sie wissen eine Priorität nächste Woche sein. Wenn das große Treffen in Berlin stattfinden wird, nämlich die Jugend und die Studentenwelt, Lehrlinge sie müssen tatsächlich auch daran mitwirken können.

Der Elysee-Vertrag, und das wird auch der letzte Punkt bei diesem Thema sein, ist auch der Anlass gewesen, Fragen zu stellen oder Fragen aufzuwerfen, die bis heute

unbeantwortet geblieben sind tatsächlich. Ich will nur zwei zitieren, die mir sehr am Herzen liegen. Das Erlernen der Sprache des Partners. Das stand schon damals in dem Elysee-Vertrag. Und leider muss man feststellen, dass heute der Zustand in beiden Ländern sehr unbefriedigend ist.

Die Hochschulkooperation muss eine neue Dimension annehmen, das sehen alle ein. Und noch ein Thema, das ich hier erwähnen möchte: Die militärische Zusammenarbeit könnte noch ausgebaut und intensiviert werden. Auch das stand schon im Elysee-Vertrag.

Das vierte Element, das ich also zum Verständnis unserer Thematik erwähnen möchte, ist die Bedeutung Deutschlands und Frankreichs als "Kritische Masse".

Was bedeutet, es bleibt zu oft unerwähnt, dass beide Ländern wenn sie zusammen kommen, tatsächlich ein wirtschaftliches, diplomatisches und politisches Gewicht haben in Europa, aber auch in der Welt, ja. Vergessen wir bitte nicht, dass Deutschland und Frankreich zusammen in der Euro-Zone 48 % des Bruttoinlandsprodukts ausmachen, 33 % der EU-Bevölkerung, 36 % des EU-Haushalts, 31 % der Stimmen im europäischen Rat. Und man könnte darüber noch lange reden, aber in den internationalen Organisationen wenn sich die beiden zusammen tun, bedeuten sie tatsächlich etwas. Ich denke z. B. an die UNO. Wenn man die zwei Finanzierungen zusammenbringt, dann erreicht man 15 % der Gesamtfinanzierung.

Bei der NATO, bei den Projekten, bei den finanzierten Projekten 38 % zusammen.

Also das bedeutet, dass durch diese kritische Masse Deutschland und Frankreich eine politische Legitimation haben, eine politische Legitimität haben, die ganz selten in Europa ist. Und das führt dazu, dass die beiden Länder auch in der Lage sind, nach wie vor Europa voran zu bringen, auch wenn natürlich Schwierigkeiten gibt. Auch wenn es Missverständnisse gibt.

Ich will nur an zwei neueste Änderungen erinnern. Nämlich die Tatsache, dass Frankreich gelungen ist, den Wachstumspakt durch eine Wachstumskomponente zu ergänzen und dass neulich, noch kurz vor Weihnachten, der erste Schritt zur Bankenaufsicht, zur Bankenunion tatsächlich in die Wege geleitet worden ist, aufgrund einer deutsch-französischen Einigung. Trotz dieser Faktoren, und das wird der zweite Teil meines Vortrages sein, trotz dieser Faktoren wird immer wieder der Eindruck erweckt nicht nur in den Medien, dass es den deutsch-französischen Beziehungen nicht so gut gehen würde wie früher. Damit sind auch die 70er und 80er Jahre gemeint.

Meine Einschätzung ist, dass es vor allem darauf zurückzuführen ist, dass seit Mitte der Jahre 2000 der wirtschaftliche Abstand zwischen Deutschland und Frankreich sich vergrößert hat, so dass in Frankreich Abstiegsängste zu spüren sind. Sogar ein gewisses Unbehagen entstanden ist. Und das spielt eine Rolle in den deutsch-

französischen Beziehungen, das man nicht unterschätzen sollte. Und ich will nur an ein paar Zitate erinnern, die in den deutschen Medien vorzufinden sind. Frankreich, ich zitiere aus dem Spiegel hier, das ist vom 19. September 2011 und auch vom 22. Oktober 2012, Frankreich wird als visionäres Land beschrieben. So hat sich Frankreich früher gedacht. Aber heute, ich zitiere, will nur Frankreich seine eigene Schwäche verstecken. Frankreich ist der kranke Mann Europas geworden.

Und Frankfurter Rundschau, das ist nur ein kleines Beispiel, Frankreich wird als kleine große Nation beschrieben. Mit vielen Schwierigkeiten, die es nicht überwinden kann. Das heißt also, der wirtschaftliche Faktor ist in den deutsch-französischen Beziehungen immer wichtig gewesen. Man kann heute, das ist nicht also der Ort dafür, aber man müsste eigentlich auf das 19. Jahrhundert zurückkommen, wo immer dieser wirtschaftliche Faktor eine Rolle gespielt hat, in der Wahrnehmung des Partners. Wenn einer der beiden stärker wird, wird es problematisch. Weil das Gleichgewicht gestört wird. Und wenn ein Ungleichgewicht in den deutsch-französischen Beziehungen entsteht, kann es also tatsächlich problematisch werden.

Und ich will nur kurz auf ein paar Zahlen eingehen. Wenn Sie sich bedenken, dass die Wachstumsrate in Deutschland in den letzten Jahren auf hohem Niveau lag, dann haben Sie also für Frankreich ein Problem, weil Frankreich eingesehen hat,

es ist schwächer geworden. Für das Jahr 2011 Wachstumsrate in Deutschland 3 %, Frankreich 1,6.

Wenn man sich also die Forschungsausgaben ansieht, Frankreich 2,2 % des Bruttoinlandsproduktes, Deutschland 2,9. Ich könnte auch auf den Außenhandel eingehen. Da haben wir tatsächlich ein Problem. Frankreich 73 Mrd. Defizit. Deutschland 158 Mrd.

Überschuss. Und wenn Sie sich das für eine lange Periode ansehen, das habe ich also zusammenrechnen lassen, dann kommen Sie für Deutschland mit einem Überschuss von 1.560 Mrd. Euro in zehn Jahren. Frankreich: Ein Defizit von 250. Das ist tatsächlich ein Problem, ja, weil wir es mit einem Auseinanderdriften der beiden Wirtschaften zu tun haben. Das hat jetzt nicht mehr mit Konvergenz was zu tun. Und das verängstigt die Franzosen. Das verängstigt auch die französischen Medien. Das heißt, und das ist eine Beobachtung, Deutschland und Frankreich brauchen ein neues Gleichgewicht. Ein neues Gleichgewicht also in der Wirtschaft, aber nicht nur in der Wirtschaft, aber es muss mit der Wirtschaft anfangen.

Welche Lehren muss man daraus ziehen, wenn man sich die wirtschaftliche Entwicklung ansieht? Man muss über diese wirtschaftliche Analyse hinausgehen. Denn daraus ist in Frankreich, das habe ich also in meinen einleitenden Worten gesagt, eine Angst vor einem

Abstieg. Und das hat diplomatische Konsequenzen. Man darf nicht sagen, oder man darf nicht denken, gut, das ist rein wirtschaftlich. Also das spielt keine große, doch, das spielt eine Rolle. Weil Frankreich sich deswegen unsicherer fühlt auch auf der diplomatischen Bühne. Und das ist das Unbehagen, mit dem wir es zu tun haben. Und ich glaube, das erklärt teilweise Schwierigkeiten in den deutsch-französischen Beziehungen, die es also vor Kurzem gegeben hat. Und das hat mit dem Wahlkampf nichts zu tun. Das hat auch mit dem Machtwechsel in Paris nichts zu tun. Das ist eine langfristige Entwicklung, die auf Mitte der Jahre 2000 zurückzuführen ist. Mit anderen Worten, was kann man daraus lernen? Also ich würde sagen, damit eine Diskussion stattfinden kann und wir noch ein bisschen Zeit haben, von diesen Grundelementen ausgehend möchte ich jetzt einige Stichworte zur möglichen Vertiefung der deutsch-französischen Beziehung.

Es wird immer davon ausgegangen, dass in beiden Ländern eine andere politische Kultur, dass es eine andere politische Kultur geben würde. Das stimmt tatsächlich wie Sie wissen. Frankreich ist dann eher zentralistisch organisiert. Deutschland föderal. Aber z.B. und da wir Minister hier unter uns haben, in Deutschland gilt das sogenannte Ressortprinzip. Das heißt, ein Minister kümmert sich nur um sein Ministerium. In Frankreich ist das anders. Jeder Minister denkt nur dran, sich über andere Themen auszulassen, als seine eigenen.

Wichtig ist auch, die Bedeutung des Rechts in Deutschland und des Parlamentarismus. Wenn man sieht, und das muss man respektieren, wie die Bundeskanzlerin jedes Mal vor dem Bundestag auftreten muss, bevor sie nach Brüssel fliegt. Das ist natürlich also in Frankreich unvorstellbar. Aber das ist ein wichtiger Bestandteil der politischen Kultur. Aber da sind Unterschiede, aber ich glaube es gibt Annäherungspunkte, die man mit bedenken müsste eigentlich.

In Krisenzeiten hat der Kanzler oder die Kanzlerin viel mehr Macht als man denkt. Denkt man z. B. an die Entwicklung des sogenannten Bundessicherheitsrates in der Bundesrepublik Deutschland. Das ist auch interessant, was da passiert, was auch darüber geschrieben wird. In Frankreich ist das eine andere Entwicklung. Das heißt, der Staat wird immer als allmächtig beschrieben. Aber in Krisenzeiten, da Frankreich sich in keinem guten wirtschaftlichen Zustand befindet, muss er, vielmehr als man denkt, mit anderen Institutionen kooperieren. Mit dem Parlament immer mehr. Das heißt, es gibt manchmal falsche Bilder von dem Nachbarn. Und wenn man denkt, wie sich in Frankreich der Verfassungsrat Conseil constitutionnel entwickelt hat, dass jetzt, das war vor 10 Jahren unvorstellbar, der einzelne Bürger sich an den Verfassungsrat wenden darf, dann ist das nicht so entfernt mit Karlsruhe. Ja, da hat man schon Annäherungspunkte. Das müsste man noch vertiefen.

Wichtig ist auch, dass es in der Wirtschaft Möglichkeiten zur Kooperation gibt. Ich denke z. B. an die Industriepolitik. Das ist ein Thema, das man nicht mit berücksichtigt hat. Das heißt also, ich bin der Meinung, dass man eine deutsch-französische Agenda zusammen erarbeiten müsste. Deutsch-französische Agenda 2020, für 10 Jahre, in der folgende Themen im Vordergrund stehen müssten. Fiskalpolitik. Was kann man da zwischen beiden Ländern machen? Bei uns hat der Rechnungshof einen sehr interessanten Bericht geschrieben über das Thema. Eigentlich gibt es, wie bei der politischen Kultur Unterschiede, aber auch mögliche Annäherungspunkte. Fiskalpolitik. Mindestlohn, d. h. Sozialpolitik. Sie wissen, es gibt in Frankreich einen Mindestlohn. In Deutschland gibt es das nur in Branchen. Aber ich sehe, da ich die politische Debatte in Deutschland verfolge, dass das auch ein Thema ist in Deutschland und nicht nur für die Opposition. Sondern auch für die Mehrheitspartei. Auch ein interessantes Thema für beide Länder. Industriepolitik, ich habe das gerade erwähnt. Und natürlich Sicherheitspolitik. Da könnte man auch mehr unternehmen. Das sagen viele. Aber es muss noch vorankommen.

Das sind also, meine Damen und Herren, ein paar Vorschläge, die wir noch in der Diskussion erörtern können. Ich wollte nur ein paar Stichworte geben, damit Sie vielleicht ein anderes Bild von dem Partner haben.

Ich danke für die Aufmerksamkeit.

Generalleutnant Jean-Marc Duquesne

Direktor des Instituts für Nationale Verteidigungsstudien
Directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

Deutsch-französische Kooperation im Sicherheits- und Verteidigungsbereich. 50 Jahre Errungenschaften für eine Europäische Zukunft. Oder, in anderen Worten, welche Europäische Zukunft für 50 Jahre Errungenschaften?

Es ist für mich als Direktor des Instituts der hohen Studien der nationalen Verteidigung und des militärischen Fachhochschulwesens eine sehr große Freude anlässlich des fünfzigsten Jahrestages des Elysee Vertrags unter Ihnen zu sein ohne natürlich das 20-jährige Bestehen der Bundesakademie für Sicherheitspolitik zu vergessen.

Die deutsch-französische Kooperation im Verteidigungsbereich ist ein gemeinsames Vermächtnis, das wir gemeinsam Gewinn bringend anlegen müssen.

Erstens: ein Vermächtnis aus Meinungsverschiedenheiten auf strategische Ebene und vollgebrachte Leistung in das Einsatzfähige zusammengesetzt.

Ursprünglich ist die deutsch-französische Partnerschaft eine Vernunftfehle aus Neigung. Bundeskanzler Erhard hatte 1965 darauf hingewiesen: „Wir brauchen ja keinen Freundschaftsvertrag wenn wir von vorneherein in allen Fragen einer Meinung wären. Der Freundschaftsvertrag ist ja gerade dazu da, um auch unterschiedliche Auffassungen von Mal zu Mal stärker sich einander annähern zu lassen,.. Wir kennen diese strategische Standpunkte für die wir uns damals entgegengesetzt haben, oder für die wir heute noch uneins sind: NATO, die transatlantische Beziehungen, die nukleare Abschreckung, auch wenn die NATO Frage hinter uns liegt, wie das im von Hubert Vedrine am Staatspräsident vorgelegten Bericht verdeutlicht ist.

Visionär und zielorientiert, der Elysee Vertrag hatte die Absicht die Lehren der zwei Staaten näher zu bringen um zu gemeinsamen Auffassungen zu gelangen. Dafür waren sogar die Einrichtung von deutsch-französischen operativen Forschungsinstitute sowie Austausch von Professoren und Staabslehrgangsteilnehmer, und das vorü-

bergehende Abordnen von ganzen Einheiten vorgesehen. Dies war etwa sehr fortschrittlich und zukunftsorientiert im Verhältnis zu der EU mit den ersten Europäischen politischen Kooperationen der siebziger Jahre oder die Einrichtung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik mit dem Maastricht Vertrag, 20 Jahre später.

Nachdem Bundeskanzler Adenauer und Präsident de Gaulle dieses Vorhaben auf die Weiche gestellt hatten, waren es Bundeskanzler Schmidt und Präsident Giscard d'Estaing die im Juli 1980 in Baden Baden einen neuen Schwung der Kooperation zwischen den zwei Staaten im Verteidigungsbereich gaben. Dort haben sie gemeinsam das Konzept Schicksalsgemeinschaft angesprochen. Eine Schicksalsgemeinschaft für die es galt, einen Sinn zu geben.

Dies hat 1988 zur Einrichtung des deutsch-französischen Verteidigungs- und Sicherheitsrates, ein bilaterales Überlegungsgremium; 1989 zur Aufstellung der deutsch-französischen Brigade, eine militärisch kombiniert binationale Struktur mit gemischten Einheiten, ausgestattet um die erste schnelle Einsatzkraft des Eurokorps zu werden, geführt. Die deutsch-französische Brigade, einzigartig in ihrem Begriff, hat ihre Interoperabilität in Bosnien-Herzegowina und im Kosovo unter Beweis gestellt. In Juni 1999, auf Veranlassung von Deutschland und Frankreich, ist im Europäischen Rat in Köln die Entscheidung getroffen worden, eine

schnelle Eingreifkraft von 60 000 Soldaten aufzustellen, die binnen 60 Tagen mobilisiert werden könnte.

Es sind pragmatische Fortschritte die beweisen, wie General Ulrich de Maizière es hervorgehoben hatte, daß die Überwindung grundlegender Meinungsverschiedenheiten nicht eine unabdingbare Voraussetzung sei, um auf der zwischenmenschlichen Ebene der taktischen Lehre und der Verbesserung der Interoperabilität in den Logistik und Rüstungsbereiche voranzukommen.

50 Jahre deutsch-französischer Kooperation auf strategisch-politische als auch militärische Ebene im engeren Sinne, haben zu einem Netzwerk von engen Beziehungen geführt, die auf einem besseren Kenntnis des Anderen, einer Austauschtradition von Personal, gemeinsamen Übungen, regelmäßige Kooperationen im Rüstungsbereich (Transall, Tiger, A-400 M) wie auch auf einem Einleben in Führungsmethoden von den ich, aus eigener Erfahrung, berichten kann, ruhen.

Als ehemaliger Lehrgangsteilnehmer an der Führungsakademie von Hamburg in 1994, war ich im französischen Führungsstab der Streitkräfte für deutsch-französische Kooperation zuständig. So konnte ich, als Akteur, an dieser Stelle aber auch in meine weiteren Laufbahnen, sei es beim militärischen Komitee der EU in Brüssel, oder kürzlich noch als stellvertretender Direktor der Abteilung für strategische Angelegenheiten beim Verteidigungsministerium, die Qualität und die Intensität dieser Beziehungen schätzen.

Zweitens: Aber heute, in Januar 2013, wie ist die Lage der Beziehungen anlässlich dieses 50. Jahrestages?

Obwohl unsere zwei Staaten dieselbe Position in der irakischen Krise hatten, sind unterschiedliche Ansätze im militärischen Einsatz in Libyen aufgetreten.

Unterschiedliche verfassungsrechtliche und historische Traditionen liegen diesen jeweiligen Ansätzen im militärischen Einsatz zwar zugrunde.

Dennoch sollten diese unterschiedlichen Ansätze nicht die Tatsache überschatten, daß Frankreich und Deutschland, trotz ihrer Differenzen dasselbe Ziel verfolgen, nämlich die Gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik, (GSVP mit der Abkürzung ausgesprochen), zu befördern, obwohl ihre Konsequenz in unseren beiden Länder noch zu Verschiedenheiten in di Kombination zwischen hard power und soft power führt. Es war sogar seit Beginn der Versöhnung, daß das Europäische Projekt das Bindemittel unserer Beziehung war. Das Aufbauen der Europäischen Verteidigung erscheint in dieser Hinsicht rückblickend noch ehrgeiziger als die Errichtung des Binnenmarktes.

Trotzdem ruht die gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik während neue Bedrohungen wie Terrorismus, zerfallene Staaten oder dem Seeverkehr bedrohende Seeräuberei vor uns stehen. Das sind vielfältige Gefahren die einen umfassenden Ansatz mit aller Reichweite von beziehungsweise

wirtschaftliche, rechtliche, humanitäre, finanzielle, militärische Mittel zum erfolgreichem externe Krisenmanagement erfordern.

Trotz diesem Vorteil, gelingt es Europa nicht, sich als glaubwürdiger Akteur in dem internationalen Krisenmanagement zu bewähren. Seit der Umsetzung von dem Lissabon Vertrag und dem Einsetzen des Europäischen Auswärtigen Dienstes, wurden keine neue militärische EU Einsätze durchgeführt. Von den, zum heutigen Zeitpunkt, drei militärischen Einsätzen, ist nur die Atalanta Operation gegen Seeräuberei vor der Küste von Somalia von bedeutender Tragweite. Dieser Einsatz stellt doch unter Beweis, daß wenn wir dieselbe Risikoanalyse machen, Europa dementsprechend bereitwillig ist, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, und so ihren Beitrag im Sinne eines Mehrwerts zum internationalen Krisenmanagement zu leisten.

Es muß berücksichtigt werden, daß diese Schwäche in der GSVP nicht auf eine institutionelle Lücke zurückzuführen ist: der Lissabon Vertrag führt die zusätzlichen rechtlichen Mitteln ein, oder verfestigt die schon vorhandenen Mitteln. Diese Schwäche liegt vor allem am mangelnden politischen Willen. So stellt man fest, daß die die Unternehmensverbindung im Rüstungsbereich immer noch von nationalen Reflexen gehemmt werden, obwohl diese angestrebte Verbindungen rein wirtschaftlich bedingte sind, und obwohl die Europäische Kooperation im Rüstungsbereich noch nicht verbreitet ist. Gleichwohl wäre solche Kooperationen notwendig,

wenn man die während des libyschen Einsatzes aufgedeckten Lücken der Streitkräfte und deren von der amerikanischen Mittel Abhängigkeit, betrachtet.

Eine derartige Situation ist nicht ohne Konsequenzen für die strategische Autonomie der EU, die durch die Abschwächung der industriellen und technologischen Europäischen Basis im Verteidigungsbereich gefährdet wird.

In diesem Zusammenhang, lassen uns hier nicht täuschen; die Exporte in Drittländer werden niemals die national sinkenden militärischen Ausgaben ausgleichen können, da diese Exporte mit Technologietransfers einhergehen, so daß die heutigen Käufer die zukünftigen Konkurrenten sein werden. Infolgedessen, müssen unsere Kompetenzen in Forschung und Entwicklung aufrecht erhalten werden, um unseren komparativen Vorteil auf den Weltmarkt nicht zu verlieren.

Diese Sorge teilt offenbar Staatssekretär Stéphane Beemelmans, der im Dezember letzten Jahres eine Rede bei der Ecole Militaire gehalten hat. Er hatte zu diesem Anlaß unterstrichen, daß „Wir im Rüstungsbereich ein Paradigmawechsel brauchen weil beim Beharren in ausschließlich nationalen Schemata wir nicht nur Mittel vergeuden, sondern gehen auch mittelfristig und langfristig das Risiko ein, wichtige Know-How im Verteidigungssektor zu verlieren.

Drittens: In Zukunft sollte die Intensivierung der deutsch- französischen Partnerschaft als Katalysator für die GSVP dienen.

Die 1989 Rückkehr von Frankreich in die integrierten Strukturen der NATO ist eine Begebenheit, die wie der Vedrine Bericht es hervorhebt, kein neuer Ausstieg erlaubt.

Ein derartiger Ansatz verleiht Frankreich Glaubwürdigkeit in seinen Bemühungen für die Entwicklung der GSVP: die GSVP bestrebt nicht mit der NATO im Wettstreit zu treten, oder das Europäische Gebiet allein zu verteidigen. Er versteht sich vor allem als auswärtige Aktionen oder Initiativen sei es militärisch, zivil, beide oder auch im Sinne von Kooperationen im Rüstungsbereich. Er soll den Europäern ermöglichen, in Zonen einzugreifen oder bei manchen Anliegen zu handeln, wenn die europäische Sicherheitsinteresse oder die EU Werte gefährdet sind oder beeinträchtigt sein sollen.

In Anbetracht ihrer Verteidigungsbudgets, beziehungsweise mehr als 30 Milliarden Euros für jedes, sind Deutschland und Frankreich unter den drei EU Staaten die die GSVP weiter verstärken können.

Ihre Führungsrolle ist dabei entscheidend. Dazu kommt, daß von den drei militärischen Mächten, sind unsere zwei Staaten diejenigen deren Engagement für den Wiederaufbau der EU nicht von den Öffentlichkeit in Frage gestellt wird, was natürlich ein entscheidender Antrieb darstellt.

Alle diese Dimensionen stehen im Mittelpunkt der heutigen Erarbeitung des neuen Weiß-

buchs zur Verteidigung und Sicherheitspolitik, an dem der deutsche Botschafter Wolfgang Ischinger sich beteiligt.

Eine derartige Führungsrolle setzt eine Verstärkung der gemeinsamen Analyse über die Definition der Sicherheitsinteresse, der Krisenzonen wie zum Beispiel der Sahel und besonders Mali sowie auch manche östlichen Grenzen der EU voraus. Die gemeinsame Erklärung am sechsten Februar 2012 der Bundeskanzlerin und des französischen Präsidenten sieht, in dieser Hinsicht, die Einrichtung eines gemeinsamen Kapazität Prozesses mit integrierten Teams sowie eine theoretische Planung für mutmaßliche Krisenszenarios vor.

Diese Initiative schließt Niemanden aus, sie zielt im Gegenteil darauf ab, andere miteinzubeziehen, die sich beteiligen möchten. Das ist der Zweck von den Weimar und Weimar + Initiativen. Diese von den in Weimar + beteiligenden Staaten durchgeführten Analyse könnte dazu dienen, einen gemeinsamen europäischen Ansatz der Risiken und Sicherheitsinteresse zu definieren.

Über die einstimmende Analyse hinaus stellt sich die Frage auf die Anwendung der militärischen Kraft um der GSVP notfalls die Möglichkeit zu geben, militärisch einzugreifen. Ich nehme diesbezüglich mit großem Interesse den parlamentarischen Bericht von Abgeordneten Schockenhoff und Kiesewetter zur Kenntnis, der eine mögliche derartige Anwendung befürwortet, wenn es darum geht, die Interessen und Werte von der EU geltend zu machen.

In einer angespannten Haushaltssituation, und auf Grund der Optimierung der Kosten, gilt es um die Kapazitätverfügung zu erhöhen, ohne die die Europäische Verteidigungspolitik ein Papier-Tiger sein würde, die Zusammenlegung der Mitteln und die Kapazitätsaufteilung im Sinne des von der Europäischen Verteidigungsagentur Pooling and Sharing, zu befördern.

Die europaweite Verstärkung der industriellen Basis ist eine Voraussetzung um über ein industrielles Netzwerk von großen Konzernen und haltbare, wettbewerbsfähige und innovative Mittelstände zu verfügen, um sich im internationalen Wettstreit durchsetzen zu können. Es geht um nichts weniger als die strategische Autonomie von Europa. Um dies zu erreichen ist ein Rückgriff auf europäischen Instrumente erforderlich, beziehungsweise die Bestimmungen der Richtlinie zur Vergabe von Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit, die Flexibilität im Vergleich zu allgemeinen Binnenmarktregeln gibt aber auch auf die durch Gemeinschaftshaushalt Finanzierung von Dual- Technologien. Der Rückgriff auf die Gemeinschaftspräferenz bei der Vergabe von Aufträgen im Verteidigungs- und Sicherheitssektor sollte auch durchgeführt werden solange die EU Märkte mehr geöffnet sind als die von Drittländern. Sie haben es verstanden, der politische Willen von unseren zwei Staaten ist entscheidend um der gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik einen Schwung zu geben, da die Einstimmigkeitsregeln die der GSVP zugrunde liegen nicht handlungsorien-



tiert sind. Der erste zur Verteidigungs- und Sicherheitsthemen gewidmete Europäische Rat für Dezember dieses Jahr vorgesehen, stellt eine richtige Gelegenheit dar um die GSVP auf einer nicht institutionellen Ebene voranzubringen.

Zum Schluß möchte ich das Thema Jugend ansprechen, das im Mittelpunkt des Elysee Vertrages steht, indem ich Ihnen mitteilen möchte, daß ich entschieden habe daß, für das erste Mal, nicht französische Teilnehmer

– beziehungsweise junge Deutschen – sich an unserem Jugendseminar auch beteiligen werden. Es handelt sich um einen symbolischen Beitrag anlässlich dieses fünfzigsten Jahrestages. Die Herausforderungen im Verteidigungs- und Sicherheitsbereich der Jugend bewußt zu machen ist nämlich eine Notwendigkeit, um die Unterstützung der Gesellschaft für die Verteidigungs- und Sicherheitspolitik zu bekommen.

Ich bedanke mich für das Zuhören.